

I INTRODUCTION

La fin de la Guerre froide et l'invasion du Koweït par l'Irak ont récemment remis en évidence la question de la prolifération horizontale des armements. En effet, pour plusieurs, le déclin des blocs idéologico-politiques signifie que les puissances régionales seront plus libres de poursuivre leurs desseins expansionnistes par l'acquisition d'arsenaux modernes dont la pièce maîtresse serait une capacité de destruction massive. Ainsi, l'Irak de Saddam Hussein ne serait-il pas le prototype de ce qui attend le monde ? La suite des événements en Irak a démontré que les grandes puissances prennent la question au sérieux : le Conseil de sécurité a autorisé des sanctions, une intervention militaire et le désarmement partiel de l'Irak. Bien sûr, plusieurs ont critiqué l'intervention des Nations Unies en Irak, pour de multiples raisons. Cependant, nul ne peut nier certaines conséquences positives de la guerre; citons notamment une plus grande sensibilité aux dangers de la prolifération et du surarmement.

Il a été particulièrement troublant de réaliser que l'Irak avait pu acheter un des arsenaux les plus puissants du tiers-monde sans se heurter à des obstacles importants. Saddam Hussein a pu se doter d'armes chimiques et biologiques, malgré les interdictions à ce sujet. Il a commencé à mettre au point des armes nucléaires, malgré les engagements pris lors de l'adhésion de son pays au Traité de non-prolifération nucléaire (TNP). En somme, les nations industrialisées, par négligence ou par calcul, lui ont fourni la technologie qui lui a permis de devenir une menace pour la sécurité régionale.

Toutefois, depuis lors, les nations industrialisées semblent avoir réalisé leur erreur et elles ont entrepris d'empêcher la répétition de ce cas. Plusieurs initiatives ont été annoncées dont le but est de contrôler davantage les exportations d'armes et de hautes technologies. Des pays comme l'Allemagne, qui a, on le sait maintenant, aidé l'Irak à constituer son potentiel de destruction massive, ont entrepris de mieux réglementer leurs exportations. De même, l'Italie a maintenant une nouvelle loi sur les ventes d'armes. Dans le domaine nucléaire, les États-Unis ont demandé la constitution d'une nouvelle liste de technologies bivalentes dont l'exportation serait contrôlée. Des représentants des cinq grands se sont réunis pour chercher les moyens de restreindre le commerce d'armes